

---

# LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille  
à l'Assemblée Nationale.

N<sup>o</sup>. CCXXIV.

---

Du Jeudi 25 Février 1790.

« C'EST un beau spectacle que celui des loix féodales, disoit M. de Montesquieu ; un chêne antique s'élève, l'œil en voit de loin les feuillages ; il approche, il en voit la tige, mais il n'en apperçoit point les racines ; il faut percer la terre pour le trouver. »

C'est un spectacle encore plus beau de voir ce chêne antique déraciné ; la raison fera donc enfin évanouir des loix que la tyrannie avoit établies dans toute l'Europe, & cette époque dans nos annales fera celle de l'amélioration des campagnes, de la paix & du bonheur de tous les cultivateurs ; de la suppression des frais énormes qu'entraînoit la féodalité, & de la cessation d'une cause si féconde de procès.

L'abolition du régime féodal est un des plus grands bienfaits de la constitution. Qu'auroit-on fait en établissant la liberté personnelle, si l'on n'avoit détruit en même temps la servitude territoriale ?

C'est ce qui faisoit dire à M. Merlin, dans son rapport, qu'en faisant de la destruction du régime féodal non une simple loi, mais un des articles les plus importans de la constitution, l'Assemblée avoit rendu à la nation un service

Tome VII.

O

ineffimable, mais aussi qu'elle s'étoit imposé une grande tâche.

» Ce n'est pas assez, disoit-il, d'avoir fait disparaître jusqu'à la dernière trace de ce régime, qui n'auroit pu se lier, ni avec cette précieuse *égalité des droits* que vous avez déclarés, ni avec cette grande maxime qui rappelle toute autorité à la nation dont elle émane; ce n'est point assez d'avoir établi des principes, il faut encore, par un juste développement de leurs conséquences, en faciliter la pratique. Il faut sur-tout aller au-devant des abus que la cupidité pourroit en faire; il faut les environner des dispositions conservatrices de la propriété autant que de la liberté; il faut enfin présenter au peuple une loi dont la justice force au silence l'égoïste feudataire qui, depuis six mois, crie si indécemment à la spoliation, & dont la sagesse puisse ramener à son devoir le colon que le ressentiment d'une longue oppression a pu égayer un moment. »

M. Merlin posoit ainsi les quatre dispositions que comprennent les décrets du 4 août & jours suivans.

10. Ils détruisent le régime féodal.

20. Ils abolissent la main-morte, la servitude & les droits qui les représentent ou qui y tiennent.

3°. Ils déclarent rachetables les autres droits & devoirs tant féodaux que censuels, même les simples prestations des charges foncières.

4°. Ils suppriment sans indemnité les justices seigneuriales.

Le rapporteur laissant à l'écart les droits déclarés rachetables, le mode du rachat, les droits dépendans des justices seigneuriales, ainsi que les droits de péage & de minage, ne s'est occupé que des deux premières dispositions. « Quels sont les droits, disoit-il, que vous avez abolis sans indemnités? Quels sont au contraire ceux que vous avez laissé subsister, en les assujettissant seulement au rachat? Voilà la question à laquelle se réduit ce que nous venons de sou-



mettre à votre examen. Sans doute en détruisant le régime féodal, vous n'avez pas entendu dépouiller de leur possession les propriétaires légitimes des fiefs; mais vous avez changé la nature de ces biens, affranchis désormais des loix de la féodalité; ils sont demeurés soumis à celle de la propriété foncière; ils ont cessé d'être fiefs, & sont devenus de véritables aleux. Les conséquences sont faciles à tirer. Il n'existe plus de fiefs, donc il ne peut plus y avoir lieu à la foi-hommage. — Il n'existe plus de fiefs, donc nous devons regarder comme abolies toutes charges imposées au vassal, qui, sans être utile, mais seulement honorifique pour le suzerain, ne servoit qu'à manifester la puissance de celui-ci. Telle est, dans certaines seigneuries, la charge de danser & de faire un certain nombre de sauts devant le seigneur certains jours de l'année.

Il n'existe plus de fiefs, donc égalité absolue dans les partages de fiefs entre tous les héritiers du dernier possesseur, lorsque ceux-ci sont appelés au partage égal de ses meubles & rotures.

Il n'existe plus de fiefs ni de censives, donc la supériorité féodale & censuelle est évanouie; donc le retrait féodal & censuel, qui n'étoient que des attributs de cette supériorité, ne peuvent plus avoir lieu.

Il n'existe plus de fiefs, donc tous les droits utiles dont sont chargés les biens ci-devant féodaux, ne doivent plus être considérés que comme des droits purement fonciers, & des créances purement réelles. »

C'est de cette dernière conséquence que M. Merlin tiroit une foule de conséquences ultérieures; la première étoit que les formalités d'aven, de dénombrement & de déclarations à terrier, étoient abolies comme formalités censuelles, mais ne dispensaient pas les censitaires de l'obligation de reconnoître les charges dont ils sont tenus envers les seigneurs; on doit à cet égard les assimiler



aux débiteurs des rentes foncières ou constituées, qui peuvent être contraints par leurs créanciers de passer titre nouvel à différens intervalles.

La seconde conséquence étoit, qu'il ne devoit plus être exercée aucune saisie féodale, ni censuelle, qui, n'étant qu'un acte de puissance & de supériorité de fief, doit être considéré comme une peine de pure féodalité qui ne pouvoit survivre à sa destruction.

La troisième conséquence portoit sur la prescribilité du cens. Les décrets du 4 août ayant rendu les droits & devoirs féodaux de simples droits fonciers, il ne doit pour l'avenir y avoir aucune différence entre la législation des simples droits fonciers, & la législation des droits féodaux.

Enfin M. Merlin, après avoir examiné la question de savoir si les lettres de ratification auroient à l'avenir l'effet de purger les droits féodaux, effet qui leur étoit refusé expressément par l'article XXXIV de l'édit des hypothèques, du mois de juin 1771, a pensé qu'il falloit, pour l'intérêt des redevables, maintenir provisoirement l'article XXXIV de cet édit.

Ce rapport a été suivi du projet de décret, dont voici le préambule & les articles décrétés.

« L'assemblée nationale, considérant que, par l'article premier des décrets des 4, 6, 7, 8 & 11 août 1789, elle a entièrement détruit le régime féodal; qu'à l'égard des droits & devoirs féodaux ou censuels, elle a, par le même article, aboli sans indemnité ceux qui dépendoient ou étoient représentatifs, soit de la main-morte personnelle ou réelle, soit de la servitude personnelle; qu'elle a en même temps maintenu tous les autres droits jusqu'au rachat, par lequel elle a permis aux personnes qui en sont grevées, de s'en affranchir; & qu'elle s'est réservée de développer par une loi particulière, les effets de la destruc-

tion du régime féodal, ainsi que la distinction des droits abolis, d'avec les droits rachetables, a décrété & décrète ce qui suit.

## TITRE PREMIER.

*Des effets généraux de la destruction du régime féodal.*

Avant de lire le premier article, & de le mettre aux voix, le rapporteur a observé qu'on devoit s'appercevoir par le titre sous lequel il étoit placé, qu'il ne s'agissoit pas des droits de justice, mais des simples droits de fiefs, & qu'ainsi il ne falloit pas qu'on vint proposer, soit sur cet article, soit sur les autres du même titre, des observations, des amendemens ou des additions, qui n'auroient frappé que sur les droits honorifiques ou utiles qui étoient accessoirs à la justice seigneuriale. Après cette observation, les trois premiers articles ont été décrétés sans contestation.

### ARTICLE PREMIER.

Toutes distinctions honorifiques, supériorité & puissance résultantes du régime féodal, sont abolies; quant à ceux des droits utiles qui subsisteront jusqu'au rachat, ils sont entièrement assimilés aux simples rentes & charges foncières.

### A R T. I I.

La foi-hommage, & tout autre service purement personnel, auquel les vassaux censitaires & tenanciers ont été assujettis jusqu'à présent, sont abolis.

### A R T. I I I.

Les fiefs qui ne devoient que la bouche & les mains, ne sont plus soumis à aucun aveu ni reconnaissance.

La lecture de l'article IV a donné lieu à quelques débats; il étoit conçu ainsi :

« Quant aux fiefs qui sont grevés de devoirs utiles ou de profits rachetables & aux censives, il en sera fourni par les redevables de simples reconnaissances, passées à leurs frais pardevant tels notaires qu'ils voudront choisir, avec



déclaration expresse des confins, & ce aux mêmes époques, en la même forme & de la même manière que sont reconnus dans les différentes provinces & lieux du royaume, les autres droits fonciers par les personnes qui en sont chargées ».

On a fait plusieurs amendemens. M. Saint-Martin proposoit d'ajouter : « sans que les propriétaires desdits fiefs & censives, ni les renovateurs de leurs terriers puissent exiger aucuns droits pour l'arpentage & la levée des plans ».

Cet amendement contradictoire avec l'abolition de la formalité des terriers, a été rejeté.

Le même sort attendoit l'amendement de M. Mougin de Roquefort, par lequel il proposoit que les redevables eussent la liberté de reconnoître les droits, soit individuellement, soit en corps d'habitans, dans les lieux où l'on étoit en usage de les passer ainsi.

M. de Praslin demandoit la suppression du mot censive, comme attaquant la liberté; mais M. Target a réfuté cet amendement, sur lequel on n'a pas même délibéré.

On en a adopté un plus utile, proposé par MM. Bouron & Grangier, concernant les frais de contrôle, ainsi que celui de M. Martineau sur le mot *contenance*.

M. Merlin proposoit d'effacer ces mots, *à leurs frais*, dans le commencement de l'article, & de les replacer, après ceux-ci, *de la même manière*; mais les observations de M. Tronchet l'ont fait rejeter. Voici l'article tel qu'il a été décrété :

#### A R T. I V.

« Quant aux fiefs qui sont grevés de devoirs utiles, ou de profits rachetables & aux censives, il en sera fourni par les redevables de simples reconnoissances, passées à leurs frais pardevant notaires qu'ils voudront choisir, avec déclaration expresse des confins & de la contenance, & ce aux mêmes époques, en la même forme & de la même manière que sont reconnus, dans les différentes provinces



& lieux du royaume, les autres droits fonciers par les personnes qui en sont chargées, & ne sera perçu sur lesdites reconnoissances de plus forts droits de contrôle que celui qui a coutume d'être payé pour les déclarations & autres actes qui en tenoient ci-devant lieu, jusqu'à ce que l'assemblée ait prononcé sur les droits du contrôle. »

Quant à l'article V, M. Destourmel confondant le terrier cadastral avec le terrier seigneurial, a proposé un amendement dont la question préalable a fait sur-le-champ bonne justice, & l'article a été décrété tel que le comité féodal l'avoit proposé.

#### A R T. V.

« En conséquence, les formes ci-devant usitées des reconnoissances par aveux & dénombremens, déclarations à terriers, gages, pleiges, plaigs & assises, sont abolies, & il est défendu à tous propriétaires de fiefs de continuer aucuns terriers, gages, pleiges, plaids & assises commencés avant la publication du présent décret. »

L'article VI étoit relatif à l'abolition de la saisie féodale & censuelle. Quelques membres trouvoient cet article insuffisant, en ce qu'il existoit des coutumes dans lesquelles on faisoit d'autres saisies que celles des fruits, & l'on proposoit d'ajouter à l'article : « Toute espèce de saisie résultante du bail à fief ou à cens ». »

M. Target & M. le Grand ont disputé quelque temps sur les dispositions des coutumes. M. Target vouloit que l'on dit : « Toutes les autres saisies que les ci-devant privilégiés exerçoient en vertu de leurs fiefs ». »

M. Tronchet & M. Fréteau ont écarté cet amendement par la question préalable qui a été adoptée.

Un autre membre a demandé d'ajouter à l'article le mot de *commise*; alors quelques membres ont demandé au rapporteur une explication sur ce droit de *commise*; à ce nom; a-t-il dit, signifie dans son acception la plus étendue, toute



espèce de confiscation ; mais dans l'usage on appelle droit de commise cette espèce de confiscation de la tenure du vassal, du censitaire, du bordelier, &c. qui a lieu en faveur du seigneur dans certains cas déterminés par quelques coutumes, tels que celui du désaveu ou de la félonie, celui du retard dans le paiement des droits utiles, celui de l'aliénation sans le consentement du seigneur. »

L'article VI a été relu ensuite, mis aux voix & décrété en ces termes :

#### A R T. V I.

Toutes saisies féodales & censuelles & tous droits de commise sont abolis ; mais les propriétaires des droits féodaux & censuels non abolis sans indemnités, pourront exercer les actions, contraintes, exécutions, privilèges & préférences qui, par le droit commun, les différentes coutumes & statuts des lieux, appartiennent à tous premiers bailleurs de fonds.

L'article VII étoit conçu ainsi dans le rapport :

» Tous les droits féodaux & censuels seront à l'avenir soumis, jusqu'à leur rachat, aux règles que les diverses loix & coutumes du royaume ont établies sur la prescription relativement aux simples droits fonciers. »

Après la lecture de cet article, M. de Juigné, qui déjà, depuis quelque temps, avec M. de la Queuille, avoit réclamé la parole avec beaucoup de chaleur, & qui protestoient ensemble contre les articles décrétés, est monté à la tribune.

» Lorsqu'au mois d'août, a-t-il dit, vous proposâtes à la noblesse de donner au peuple une marque de bienfaisance en abolissant la servitude, elle se fit un plaisir d'y concourir, vous déclarâtes en conséquence, que les droits de servitude étoient abolis. M. Chapelier, alors président, dit le lendemain qu'il n'étoit question que de rédiger, & non de décréter ; & quand on agira la question des droits honorifiques, M. de Liancourt ajouta que ce n'étoit pas le cas de s'en occuper. . . . Pourquoi abolir les fiefs ? le peuple



en fera-t-il plus heureux ? Pour y parvenir , il faut le rendre propriétaire : or , comment voulez-vous que les habitans des campagnes ayent des propriétés , si vous ne permettez pas le bail à fief & à cens ? Les grands propriétaires absorberont tout , & les campagnes seront désertes , si vous ne laissez pas subsister *les objets de considération & les petits agrémens dont jouissoient les seigneurs.* »

Ce discours qui , en d'autres temps , auroit pu paroître assez simple , étoit vraiment extraordinaire , huit mois après que l'abolition du régime féodal est devenu constitutionnel : aussi M. Fermond a demandé qu'on rappellât l'opinant à l'ordre du jour , & à l'article VII , qui traitoit de la prescription des rentes.

M. de Juigné a repris en disant : Je suis député d'un corps dont je dois défendre les intérêts. — Il n'y a plus de corps dans l'état , a-t-on répondu de toutes parts , il n'y a plus que des citoyens. . . . M. de Juigné s'est borné alors à demander l'explication des articles déjà décrétés.

M. de Foucaud a parlé ensuite , & il a prétendu que ces articles pouvoient mettre le trouble dans les familles à cause des partages ; qu'il sembloit juste , d'après ces loix , que tout partage fait depuis moins de 30 ans pût être attaqué. Il a mêlé à cette discussion les mots de violence , d'atrocité , d'invasion , &c. qui ont été peu entendus , parce qu'on ne cessoit de crier à l'ordre.

M. Loys s'est plus rapproché de l'état de la question , en réclamant un article qui a été le vœu général des peuples lors des élections. C'est la prescription de tous les droits réels par trente ans , & celle de toute sorte d'arrérages par cinq années : il a développé les motifs qui devoient faire porter une loi aussi favorable à l'agriculture ; mais ce n'étoit pas le moment d'agiter cette question qui semble ne devoir pas souffrir de difficulté , quand il sera temps , d'en faire un article de législation.

MM. Target & Redon en ont demandé l'ajournement; mais M. Merlin ayant observé que l'article proposé renfermoit cet ajournement dans ces mots, *sans rien innover quant à présent sur la prestation des arrérages*; en conséquence l'amendement de M. Loys & l'ajournement ont été retirés.

M. l'abbé de Bonneval, qui pensoit qu'une nation ne peut changer les conditions du contrat censuel, proposoit de déclarer le cens imprescriptible, excepté pour les accensemens qui seroient faits à l'avenir; que sans cela, l'article seroit une véritable spoliation. Il proposoit enfin d'établir la réciprocité entre le seigneur & le censitaire, pour que le premier pût reprendre son bien si les conditions du contrat n'étoient pas observées.

Tous les raisonnemens de M. l'abbé ont échoué devant la question préalable proposée par M. Tronchet, à qui il a suffi de dire, pour l'établir, qu'un droit rachetable est, par sa nature, prescriptible, & qu'ainsi la destruction du régime féodal entraîne l'imprescriptibilité du cens. » Quant à la réprocité réclamée par M. l'abbé de Bonneval, a-t-il ajouté, « elle ne peut être accordée; c'est une loi générale que tout propriétaire, qui n'est pas payé pendant un certain nombre d'années, peut se faire mettre en possession des biens qu'il a donnés. »

Quelques membres ont demandé que l'on ajoutât à l'article VII, qu'il n'auroit lieu que du jour de la publication du décret; mais M. Merlin a observé que cette disposition étoit renfermée dans un article qui seroit mis à la fin du décret.

Il a proposé ensuite de supprimer la rédaction qui avoit été déjà lue, & d'y substituer une rédaction nouvelle, qui a été mise aux voix & décrétée en ces termes :

#### A R T. VII.

Tous les droits féodaux & censuels, ensemble toutes les



rentes , redevances & autres droits qui sont rachetables par leurs nature ou par l'effet des décrets du 4 août 1789 & jours suivans , seront à l'avenir , & jusqu'à leur rachat , soumis pour le principal à la prescription que les diverses loix & coutumes du royaume ont établies relativement aux immeubles réels , sans rien innover quant à présent en ce qui concerne la perception des arrérages. ».

L'article suivant a été décrété sans réclamation.

#### A R T. V I I I.

Les lettres de ratification établies par l'édit du mois de juin 1771 , continueront de n'avoir d'autre effet sur lesdits droits que d'en purger les arrérages , jusqu'à ce qu'il ait été pourvu , par une nouvelle loi , à un régime uniforme & commun à toutes les rentes & charges foncières , pour la conservation des privilèges & hypothèques.

M. Merlin , après avoir lu l'article IX , relatif à l'abolition du droit féodal & censuel , en a développé les motifs en disant : « Quelle est l'origine du retrait féodal ? elle est dans le service militaire , auquel étoient anciennement tenus tous les propriétaires de fiefs. Un seigneur suzerain avoit intérêt d'avoir dans la petite armée que composoient ses vassaux , un soldat vigoureux plutôt qu'un homme infirme ou un enfant. De-là la possession devenue presque générale , dans laquelle les seigneurs se sont mis de retirer les fiefs des mains des acquéreurs qui ne leur convenoient pas , pour porter les armes sous leur bannière , soit pour les incorporer au gros de leur domaine , soit pour les aliéner de nouveau , & se procurer par-là des vassaux qui fussent plus à leur convenance.

» D'après cela , il est incontestable que le retrait féodal doit son origine à ce qu'on appelle proprement le régime féodal ; qu'il n'est conséquemment qu'une émanation de cette hiérarchie de puissance publique , de cette puissance seigneuriale qui s'étoit établie sur les ruines du gouver-

nement monarchique , & qui par conséquent ne peut survivre à la destruction de ce régime. Il est vrai que par un abus trop favorisé par la puissance seigneuriale , on est venu dans la majeure partie du royaume à regarder le retrait féodal comme un droit utile qu'on a rendu cessible , & dont on a permis l'exercice à un usufruitier , & même à un simple fermier ; mais il n'en est pas moins constant que ce droit ne tient qu'à la puissance féodale , & cela est si vrai , qu'il y a des coutumes qui n'accordent ce droit de retrait féodal qu'à des seigneurs qui se trouvent à un certain degré de puissance. Telle est la coutume d'Orléans , qui n'admet que le seigneur châtelain à l'exercice de ce droit ».

Plusieurs amendemens ont été proposés & discutés par MM. Bouffion , Beaumés , Custine , Montlausier , Casales , Richier , Target ; mais on a déclaré n'y avoir lieu à délibérer , & l'article a été adopté en ces termes :

« Le retrait féodal , le retrait censuel , le droit de prestation féodale ou censuelle , & le droit de retenue seigneuriale , sont abolis ».

On souscrit , à Paris , chez CUSsAC , Libraire , au Palais-Royal , N<sup>os</sup>. 7 & 8 , & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 liv. pour Paris , & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent , sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.